



**KINGDOM OF BELGIUM**

---

**ROYAUME DE BELGIQUE**

Intervention au

**Débat public du Conseil de Sécurité sur la Protection des civils**

**Représentant permanent adjoint Ambassadeur Karl Lagatie**

New York, 21/05/2024

Monsieur le Président,

Je remercie le Mozambique pour ce débat et les intervenants pour leurs exposés. La Belgique s'associe aux déclarations de l'Union européenne, du Groupe des amis de la protection des civils et du Groupe des amis de la responsabilité de protéger.

Alors que nous commémorons cette année des jalons importants en matière de protection des civils, nous devons faire le constat accablant que les exigences des résolutions du Conseil de Sécurité sur la protection des civils demeurent largement lettre morte. Le rapport du Secrétaire Général est sans appel : les victimes civiles des conflits armés sont toujours plus nombreuses, avec une augmentation particulièrement glaçante parmi les femmes et les enfants. De même, les violences sexuelles augmentent elles-aussi de 50%.

Madame/Monsieur le Président, derrière les chiffres, ce sont des vies humaines qui sont brisées, et des sociétés entières qui doivent se reconstruire. Je voudrais honorer la mémoire de celles et ceux qui ont injustement perdu la vie, exprimer ma solidarité envers les familles des victimes et m'incliner devant la résilience des survivants et des survivantes.

**Gaza** est devenu ces derniers mois le symbole des enjeux qui entourent la protection des civils. Depuis les attaques barbares du 7 octobre, la population palestinienne est la première victime de l'offensive militaire menée par Israël. Malgré les résolutions successives du Conseil de Sécurité, nous devons constater une escalade de la violence et des violations du droit international et du droit international humanitaire.

Soyons attentifs également aux conséquences tragiques d'autres conflits, notamment en **République démocratique du Congo**. Il y a quelques semaines, nous avons condamné avec la plus grande fermeté le bombardement d'un camp de civils déplacés près de Goma. Nous dénonçons également les avancées récentes du M23, soutenu par le Rwanda, et l'augmentation des violences sexuelles et basées sur le genre commises par ce groupe. Nous attendons le rapport conjoint du gouvernement congolais et de l'ONU sur la suite du retrait de la MONUSCO. Cette transition ne doit pas créer de lacunes en matière de protection des civils.

La guerre en **Ukraine** continue elle aussi d'avoir des conséquences désastreuses pour la population ukrainienne et ce, malgré la résolution du 23 février 2023, adoptée à une majorité écrasante par l'assemblée générale qui demande de veiller systématiquement à épargner la population civile et les biens civils et de cesser les attaques contre les infrastructures critiques. A la lumière de l'intensification des attaques russes contre des cibles civiles ces derniers mois, je veux rappeler à la Russie qu'elle doit se conformer à ses obligations et respecter le droit international.

La liste est encore longue : qu'il s'agisse de la Syrie, du Yémen, du Soudan, trop d'exemples nous rappellent l'état critique de la protection des civils. Chaque victime civile est une victime de trop.

Ceci nous impose de redoubler d'efforts pour renforcer le respect du droit international humanitaire et des droits humains par les parties au conflit et pour garantir que les auteurs de violations rendent compte de leurs actes. Je voudrais également rappeler le caractère essentiel de la participation et du leadership des femmes dans les mécanismes de protection.

Je souhaite terminer en saluant le travail des acteurs humanitaires. Je rappelle la confiance que la Belgique place dans les Nations-Unies, garante d'un ordre international basé sur le droit, au sein duquel la protection des civils doit occuper une place centrale.

Je vous remercie.